

Hopfenweg 21
PF/CP 5775
CH-3001 Bern
T 031 370 21 11
info@travailsuisse.ch
www.travailsuisse.ch

Secrétariat général du DDPS
Politique de sécurité
Schwanengasse 2
3003 Berne

Courriel : patrick.gansner@gs-vbs.admin.ch

Berne, le 4 mars 2016

Rapport du Conseil fédéral sur la politique de sécurité de la Suisse. Consultation.

Monsieur le Conseiller fédéral,
Mesdames et Messieurs,

Nous vous remercions de nous consulter sur ce projet et c'est bien volontiers que nous vous faisons part de notre avis.

Travail.Suisse, en tant qu'organisation faîtière indépendante des travailleurs et travailleuses, n'est pas spécialisée dans les questions soulevées dans ce rapport. Mais comme la politique de sécurité se doit d'être constamment adaptée à un monde qui change vite et se globalise toujours plus et dont les effets se répercutent clairement en Suisse, pays très ouvert sur le monde, il nous a paru important de vous faire part de quelques réflexions.

Comme le rapport le souligne bien, le monde devient multipolaire et la nature des risques de sécurité a progressivement évolué au cours de ces dernières décennies. Le risque d'une guerre « classique » est très faible en Suisse. En revanche, nous restons soumis à des risques de catastrophes naturelles – qui pourraient s'aggraver avec les modifications anthropiques du climat – ainsi qu'à de niveaux risques comme la cybercriminalité et le terrorisme pour mentionner ceux qui sont le plus évidents. Un autre risque peut provenir des crises migratoires qui, si elles ne sont pas correctement gérées ou si elles sont instrumentalisées à des fins politiques, peuvent provoquer des tensions entre différents groupes de la population, voire même des conflits qui peuvent miner la cohésion sociale ainsi que le bon fonctionnement de l'économie.

De manière générale, des possibilités d'action supplémentaires s'offrent à la politique de sécurité de la Suisse dans le cadre de diverses instances ou institutions de coopération internationale, que ce soit dans le cadre de l'ONU, de l'UE et plus particulièrement de l'espace Schengen. Nous saluons aussi dans le cadre des possibilités de coopération internationale les objectifs de promotion militaire de la paix et sommes d'accord avec l'engagement simultané jusqu'à 500 militaires dans différentes opérations de maintien de la paix.

Réaffecter une partie des moyens pour l'armée pour lutter contre les nouvelles menaces...

Dans ce nouveau contexte où la politique de sécurité de la Suisse dépend davantage de sa collaboration avec l'étranger et moins du rôle classique de « défense aux frontières », les pouvoirs publics auront besoin de nouveaux moyens tant financiers qu'en ressources humaines pour s'adapter et répondre à ces nouveaux défis et menaces pour la sécurité de la Suisse comme le terrorisme, la cybercriminalité ou des catastrophes naturelles. Comme les moyens ne sont pas illimités, il nous paraît judicieux de bien réfléchir aux priorités à fixer en termes de politique de sécurité.

Selon nous, il faudra donc investir plus de ressources financières et humaines pour renforcer cette collaboration internationale dans le domaine de la politique de sécurité qui contribue à renforcer la sécurité en Suisse même.

Pour une affectation plus optimale des moyens à disposition pour répondre aux nouvelles réalités de la politique de sécurité, nous préconisons de réduire davantage les effectifs de l'armée, qui devraient passer selon nous progressivement de 100'000 à 70'000 hommes environ. Les moyens financiers libérés devraient être en partie affectés à des tâches de promotion de la paix et à celles requises pour les nouvelles formes de menace évoquées ci-dessus.

...et pour financer, via le régime des APG, un congé paternité légal

Le solde devrait permettre de financer partiellement via le régime des APG – qui serait devenu excédentaire – un congé paternité de 20 jours. En effet, Travail.Suisse est d'avis que le congé paternité, que la majorité de la population appelle de ses vœux, devrait être financé par le régime des APG, au même titre que l'assurance-maternité.

En vous remerciant de réserver un bon accueil à notre avis, nous vous adressons, Monsieur le Conseiller fédéral, Mesdames et Messieurs, nos salutations distinguées.

Adrian Wüthrich



Président

Denis Torche



Responsable du dossier
Politique extérieure